



Notre Dame de Toutes Aides - Nantes

Pédopsychiatrie : remettre de l'humain dans nos écoles

Le jeudi 24 avril dernier, un élève porteur d'une affection psychique grave commettait l'irréparable dans l'ensemble scolaire Notre Dame de Toutes Aides à Nantes, en assassinant une de ses camarades de classe et en blessant trois autres.

Nos premières pensées vont naturellement en direction des familles, des élèves et des collègues, de droit privé ou agent public de l'État, attérés par cette épreuve.

Cet évènement renvoie nécessairement à une multitude de facteurs. Bien évidemment, la recherche des causes de ce drame s'oriente immédiatement vers ce jeune élève. Pour autant, l'accablement touche aussi chacun.e, autour de lui, réalisant confusément qu'il aurait fallu voir, pouvoir faire ou pouvoir dire.

Cet accablement touche également l'institution elle-même. L'établissement est nécessairement conscient qu'il faudrait pouvoir détecter les particularismes, les instruire et les orienter. Et tous cela, en l'organisant avec les enseignant.es, les personnels et les familles.

Des moyens pour la médecine psychologique et la santé mentale des jeunes

La pédopsychiatrie en France en général, dans le milieu scolaire en particulier, est sinistrée depuis des années et l'on évoque même un désastre sanitaire. Les professionnel.les ont alerté les pouvoirs publics depuis de nombreuses années.

Ce dont nous avons besoin, c'est de spécialistes dans nos établissements : infirmières scolaires, professeur.es spécialisé.es, médecins, psychologues... Alors que les arbitrages politiques sous-dotent les secteurs en question, en 2023 un jeune de 3 à 17 ans sur six rencontres des difficultés psychosociales. Plus encore, une large majorité de ces jeunes (71 %) ont confié ne s'être tournés vers personne pour évoquer leurs difficultés psychologiques en 2024. Ce chiffre marque une progression inquiétante de 7 points par rapport à 2022.

Dans certains départements, jusqu'à 40 % des postes de psychologues n'étaient pas pourvus à la rentrée scolaire 2024. Une psychologue scolaire doit s'occuper aujourd'hui de 1500 jeunes en moyenne. Dans les centres médico-psychologiques, l'attente peut aller de six mois à un an. Autant dire qu'il est le plus souvent impossible de détecter et de soigner les personnes atteintes de troubles.

Ce dont nous avons besoin, c'est de plus d'institut spécialisés. En Loire Atlantique, le délai d'attente pour avoir une place dans un IME ou un ITEP, une fois le protocole géré, est de 8 ans. Un exemple qui reflète une réalité nationale.

A Nantes, 7^{ième} ville de France, on ne compte que 14 places en psychiatrie pour les enfants.

Les personnels de l'Éducation Nationale, de l'enseignement privé, de l'enseignement supérieur et de la santé font comme ils peuvent mais tout cela devient trop lourd.

Ce n'est donc évidemment pas par la répression que le gouvernement règlera ce type de problématique. Les réponses du gouvernement pour le moment sont indigentes et les hommes et femmes politiques de la démagogie sécuritaire, de Retailleau à Le Pen, tentent d'exploiter cette agression. Ils proposent des solutions qui manquent de lucidité et de réalisme. Les portiques de sécurité existent depuis des années voir des décennies aux USA. Pourtant ce pays connaît des assassinats deux à trois fois par mois dans les établissements scolaires. Quant à la fouille des affaires personnelles, c'est irréalisable de façon généralisée sur du moyen et du long terme.

La CGT enseignement privé sous contrat avec l'État, la CGT Educ'action 44, la FERC sup CGT et la CGT CHU de Nantes demandent que le gouvernement prenne ses responsabilités et construise un plan ambitieux de reconstruction de ce secteur, à la hauteur d'une des plus grandes puissances mondiales. Ce plan permettrait de s'occuper efficacement des enfants qui nous sont confiés et des personnels « en première ligne » qui, une fois de plus, par cet évènement, observent que l'exercice de leur profession s'effectue dans l'ignorance de celles et ceux qui nous dirigent.

La santé des jeunes comme celle des personnels n'a pas de prix !

Nantes, le 13 mai 2025